



DÉCONFINEMENT DE CLASSE

Afin d'éviter ce qu'il appelle « l'effondrement », Édouard Philippe ouvre les vannes pour relancer la machine à fric et à profit du patronat au risque de provoquer la 2e vague de contaminations.

Pour nous, l'effondrement ce sont les morts par manque de masques, de tests ; ce sont les hôpitaux qui craquent et ses personnels fatigués, la misère et la disette qui gualopent alors que les supermarchés regorgent de produits... L'effondrement ce sont aussi les lois antisociales qui pourrissent nos vies (privatisations, recours au précaire, attaques du code du travail avec la loi El Khomri, la loi Macron, ou la loi travail XXL au début du quinquennat, attaque de nos retraites depuis environ 30 ans, réforme de l'assurance chômage...).

Le Premier Ministre dit suivre l'avis du Conseil scientifique quand il parle de sa stratégie de 700 000 tests par semaine, mais il oublie de préciser que ce même Conseil scientifique avait écrit le 20 avril : « Nous proposons de maintenir les crèches, les écoles, les collèges, les lycées, et les universités fermées jusqu'au mois de septembre. »

L'accueil des enfants est un facteur de cette reprise économique : tous les enfants qui ne seront pas en âge de se garder seul-es seront gardé-es dans les écoles (ouverture des crèches, écoles primaires mais pas des lycées et universités).

Le Premier Ministre met un vernis social à cette réouverture : le décrochage scolaire. Et dans le même discours, il parle de volontariat pour remettre les enfants à l'école. Mais de quel volontariat parle-t-il ? Pour les enseignant-es, il n'en parle pas. Pour les parents ? Sachant que les lieux de travail rouvrent, auront-ils vraiment le choix ? Le ministère du travail a d'ailleurs annoncé que les parents qui ne seraient pas volontaires pour mettre leurs enfants à l'école alors que celle-ci est prête à accueillir les élèves, n'auront plus droit au chômage partiel à partir du 1er juin- ce qui montre une conception du volontariat assez particulière. On est en droit de se

demander s'il ne s'agit pas juste de dédouaner l'institution, l'Etat et les collectivités de possibles recours en justice en cas de contaminations.

Contre l'échec scolaire, la première mesure qu'il devrait prendre, c'est d'arrêter les fermetures de classes !

Avant toute ouverture, il faut assurer des conditions de sécurité. 15 élèves par classe, c'est impossible ! Le DASEN de Paris en préconisait 10 pour les classes des enfants de soignant-es quand les volontaires en revendiquaient 6 maximum !

La rentrée ne peut pas se faire sans que les équipes aient eu un vrai temps pour se coordonner (présence de savons, gels, masques, surblouses, serviettes jetables en quantités suffisantes, organisation des écoles sur toutes les questions pratiques, prendre la température de chaque enfant, des tests...) avec l'ensemble des personnels (la médecine scolaire, le périscolaire, les AVS, les ATE, les psychologues scolaires, les PVP, cantinières, gardien.ne.s...).

Le 11 mai rien n'est prêt, donc pas d'accueil à partir du 12. Il nous est impossible de communiquer avec les familles sur l'ouverture des écoles avant cette date.

Les équipes doivent décider ensemble de leur possibilité d'ouvrir ou pas et du mode d'organisation. Le volontariat doit s'appliquer aussi aux travailleuses et travailleurs des écoles !

La réouverture des écoles ne doit pas se faire sans réflexion sur que dire et faire avec les élèves. Par exemple pour les présent-es, il faudrait pouvoir à nouveau courir, se dépenser, discuter avec les camarades, apprendre les gestes barrières... avant de parler de programmes scolaires. Nous déplorons que les conditions sanitaires annulent le principe d'égalité d'accès à une école pour toutes et tous.

***NOUS REFUSONS DE BRADER NOTRE SANTÉ,
CELLES DES ÉLÈVES ET DE LEURS PARENTS
DANS LE SEUL BUT D'ÊTRE LA GARDERIE DU
MEDEF.***

LA CNT STE 75 S'OPPOSE À LA RÉOUVERTURE LE 11 MAI !